

Séance du mardi 12 avril 2022 à 20h30
Mairie – salle du Centre communal

PROCES-VERBAL

Présidence :	Mme Geneviève	CADEI-MILLOT	
Présents :	Mme Rosalynne	BOUVIER	
	M. Charles	BUFFLE	
	Mme Bettina	DECOSTERD	
	M. Yoann	DÜRMÜLLER	
	M. Stéphane	GRANGER	
	M. Bastien	GUEX	
	Mme Mônica	MERKT	
	M. Marco	REALINI	
	M. Bruno	REINMANN	
	M. Olivier	RIGHETTI	
	M. Alain	ROSSET	
	M. Noun Jacques	SANOU	
	Mme Julie	UDRY	
	Mme Christine	VIZCAINO	
Assistent :	M. Joël	SCHMULOWITZ	Maire
	Mme Karen	GUINAND	Adjointe
	M. Andreas	BAUMGARTNER	Adjoint
Excusé-e :	Mme Lorella	GLAUS-LEMBO	
	M. Olivier	JOSS	

♦ ♦ ♦

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal du 8 mars 2022
2. Communications du Bureau du Conseil municipal
3. Communications de la Mairie
4. Présentation des comptes 2021
5. Crédit de CHF 185'000.- pour l'acquisition de véhicules au service voirie, parcs et jardins (délibération)
6. Crédit d'étude supplémentaire de CHF 111'187.05 pour la construction du centre de voirie sur la parcelle n° 563 sise au chemin des Chênes (délibération)
7. Crédit d'engagement supplémentaire de CHF 59'539.80 pour la construction du centre de voirie sur la parcelle n° 563 sise au chemin des Chênes (délibération)
8. Crédit d'investissement supplémentaire de CHF 46'579.50 pour la création de réseaux secondaires d'assainissement sis au chemin des Chênes (délibération)
9. Crédit d'étude de CHF 16'000.- pour la création de deux columbariums dans le cimetière communal (délibération)
10. Crédit de réalisation de CHF 420'000.- pour l'implantation de points de récupération supplémentaires ainsi que de caméras de vidéoprotection (délibération)
11. Projet de résolution pour une modération de trafic de transit sur les routes communales
12. Propositions de la Mairie
 - Discussion et prise de position de principe concernant les effets pour Genthod relatifs à l'éventuel transfert des parcelles du domaine public cantonal de la route de Collex vers le domaine public communal de Bellevue
13. Propositions individuelles et questions
14. Divers
15. Huis clos (naturalisations)

♦ ♦ ♦

La Présidente ouvre la séance à 20h30 et salue l'assemblée et le public, ainsi que M. ROCHAT, secrétaire général, et M. MASSEREY, comptable de la Commune.

1. Approbation du procès-verbal du 8 mars 2022

Il n'y a pas de demande de modification.

Le procès-verbal du 8 mars 2022 est approuvé par 13 oui et 1 abstention.

2. Communications du Bureau du Conseil municipal

La Présidente donne lecture des communications.

Décision de l'AG de l'Association des communes genevoises (ACG)

Les communes genevoises ont souhaité répondre par un geste fort au besoin d'hébergement des personnes sans-abri en allouant à la Ville de Genève une subvention extraordinaire du Fonds intercommunal (FI) de 6,2 millions de francs en faveur de son dispositif d'accueil d'urgence sociale dirigé aux personnes sans abri. Le délai d'opposition est fixé au 27 mai 2022 et celui de réception des résolutions au 3 juin 2022. Le budget d'urgence de 2022 est de 15,7 millions de francs, dont 10,3 millions liés aux nouvelles obligations légales. Le crédit voté vise donc à financer le développement de l'offre pour couvrir les besoins observés, à raison de CHF 120/pers./jour (CHF 85.- hébergement, CHF 20.- vie sociale, CHF 20.- repas). Cela permettra d'accueillir 200 personnes de plus chaque jour jusqu'à fin 2022. Une solution est en cours d'étude pour financer la pérennisation de ce développement.

3. Communications de la Mairie

M. SCHMULOWITZ

- **Retour sur « l'Exécutif vous accueille »**

Samedi 2 avril, la Mairie était ouverte aux habitants de la commune souhaitant s'entretenir avec l'Exécutif. Pour cette deuxième édition, moins de personnes sont venues en comparaison avec la première. Les thématiques abordées évoluent, et les suivantes ont été notamment abordées : le stationnement en lien avec la séance du 15 mars, des projets de décharge à proximité de la commune et la fermeture quelque peu abrupte de l'ESREC des Chânets.

L'Exécutif entend continuer cette démarche de proximité, une nouvelle séance sera ainsi organisée dans quelques mois.

- **Travaux de la fresque sur l'école de Genthod**

Ces travaux sont importants car ils feront partie de notre décor durant des années. Après une proposition lors de l'une des séances de la commission Culture, Sports et Loisirs, puis avec l'approbation du Conseil municipal dans le cadre du budget 2022, le projet de fresque murale de notre école va bientôt voir le jour.

Le concept du projet a été présenté à la direction de l'école de Genthod, avec la proposition que les élèves de l'école puissent participer à la genèse de l'œuvre qui sera ainsi produite.

Ainsi, par le biais d'une petite vidéo, Noémie Creux et Luan Banzai se sont présentés auprès de toutes les classes et il a été distribué un dossier à chaque enfant, le conviant à répondre à quelques questions sur ses goûts, ce que lui évoque l'école, et à esquisser quelques dessins – et même beaucoup.

Après la réception de 180 dossiers, les deux artistes ont consulté avec plaisir ce puits de créativité et se sont largement inspirés de ces travaux et des idées des enfants.

Le processus de création ainsi que le projet en sont à leur aboutissement. La réalisation est prévue durant les vacances de Pâques.

L'école et les artistes ont été consultés, et une date pour le vernissage de cette fresque a été choisie. L'évènement aura lieu le vendredi 6 mai prochain à 9h30, lors d'une récréation, en présence des autorités, des artistes, des élèves et des enseignants, ainsi que de l'Association des parents d'élèves de Genthod.

Dans un deuxième temps, l'école réfléchit en ce moment sur la manière de planifier une exposition de tous les dossiers rédigés par les enfants, afin que les parents puissent également assister à l'origine de ce très beau projet.

- **Fermeture des Chânats, réaction de la Commune**

Dans le but d'améliorer le confort d'utilisation et la sécurité des usagers de l'Espace de récupération des Chânats, des travaux ont démarré du lundi 4 avril au lundi 23 mai 2022. Ceux-ci nécessitent la fermeture temporaire de l'ESREC, ce que nous n'avons appris que quelques jours avant malheureusement.

Pendant cette période, les ESREC de La Praille et de Châtillon sont ouverts avec des horaires élargis.

Toutefois, afin de réduire les désagréments découlant de cette situation, la Commune a mis en place les arrangements suivants :

- deux bennes de récupération des déchets verts ont été placées au chemin des Chênes à côté du Centre de voirie. Cela permettra à tous les communiens d'y apporter leurs déchets verts et de jardin durant toute la durée de fermeture des Chânats ;
- d'autre part, une levée supplémentaire du porte-à-porte de déchets verts est prévue le mercredi 20 avril, en plus de celle proposée le 6 avril et celles à venir des mercredis 4 mai et 18 mai 2022. Une tolérance a été sollicitée auprès de notre prestataire afin que les dépôts puissent être faits exceptionnellement dans des sacs et non uniquement dans des containers adaptés, comme c'est le cas depuis plusieurs années.

- **Parc Lullin**

Vous remarquerez devant les différentes entrées du Parc Lullin des panneaux d'affichage qui, dans le cadre d'une communication positive, proposent les différentes activités dont les promeneurs peuvent profiter comme la balade, le pic-nic, la contemplation de la nature, faire du jogging, cueillir des fruits, et éventuellement promener son chien. D'autre part, nous avons sollicité l'Etat de Genève pour aborder les problèmes de dégradation des cheminements et du parc en général, sans compter les agressions par des chiens mal éduqués dont sont régulièrement victimes les promeneurs.

Mme GUINAND

- **Évolution du régime de stationnement sur la commune**

Le 16 mars dernier, une cinquantaine de personnes ont participé à la séance publique sur le stationnement organisée par l'Exécutif au Centre communal. Une fois la présentation faite par notre mandataire, les échanges avec la population ont permis de clarifier certains aspects des zones bleues à macarons ou du paiement du stationnement à proximité des gares. La rue du Village a également fait l'objet de craintes et de propositions de la part de ses habitants. Autant d'éléments qui permettront encore d'affiner le concept.

Sur cette question du stationnement, l'Exécutif a par ailleurs pris note que le PLR Genthod, dans son tous-ménages récemment distribué partage le constat de problème de fond en lien avec le parking pendulaire, et donc la nécessité de faire évoluer la situation – ce qui est une bonne chose. Par contre, nous tenons à rappeler que, contrairement à ce qui est suggéré dans ce tous-ménages, la commission Aménagement & Mobilité est déjà partie prenante du processus de réflexion. Ses membres, dont deux représentants du groupe PLR, ont validé à l'unanimité le nouveau concept à l'automne dernier, après avoir pu librement échanger avec le mandataire. Discussions qui vont, comme prévu, se poursuivre le 3 mai prochain.

Plus généralement, votre Exécutif aimerait souligner sa volonté de communication et de transparence, tant vis-

à-vis de la population (via le Genthod Info ou encore les matinées « l'Exécutif vous accueille » à la mairie) qu'avec les conseillers municipaux. Y compris lorsqu'il s'agit, comme vous aurez à le traiter à d'autres points de l'ordre du jour de ce soir, de régler des situations compliquées héritées de précédentes législatures.

- **Plan directeur communal : 2^e atelier du groupe de suivi**

Le groupe de suivi s'est réuni le 12 mars dernier pour la troisième fois et a travaillé en sous-groupes sur trois thématiques soumises : le réseau de mobilité douce, le devenir du secteur de Champs-Chavanne et la trame noire. Ces sous-groupes ont été composés en amont par le mandataire en charge de la démarche participative, afin de garantir la continuité avec le premier atelier et d'assurer une représentativité intergénérationnelle et genrée équitable.

A l'issue de l'atelier, chaque sous-groupe a désigné un ambassadeur pour venir présenter ses recommandations en commission Aménagement & Mobilité. Cette restitution a eu lieu le 29 mars et a été l'occasion d'échanges intéressants. La commission dispose ainsi d'éléments supplémentaires pour son travail sur la révision du PDCom, l'objectif étant toujours de finaliser le document pour envoi en consultation technique au Canton, si possible avant l'été.

- **Atelier vélo pour les élèves des écoles de Genthod et Bellevue**

Le 7 mai prochain, les associations de parents d'élèves de Bellevue et Genthod, avec le soutien logistique et financier des deux communes, organisent pour les élèves de 3P à 7P une matinée consacrée à la sécurité routière pour jeunes cyclistes. La commission « Sécurité-Prévention » de la section genevoise du TCS animera cette matinée par catégorie d'âge. Les enfants participeront, entre autres, entre autres exemples qui restent à confirmer, à des parcours à vélo, des ateliers sur la sécurité, des démonstrations de freinage d'urgence d'un véhicule, ou un atelier sur l'entretien du vélo. Environ 80 enfants sont inscrits à cette matinée.

- **Réfugiés ukrainiens**

La dramatique situation que connaît la population ukrainienne dont une partie a été forcée de trouver un refuge en dehors de leur pays, interpelle les autorités de notre pays et en particulier les communes. Concernant Genthod, si la commune n'a pas d'infrastructure publique répondant aux critères fixés par le Canton pour loger des réfugiés, nous entendons tout de même apporter notre soutien aux personnes victimes de cette crise ou à celles qui arrivent à les soutenir directement en les accueillant.

Dans cette perspective, la première étape est de connaître le nombre de réfugiés effectivement accueillis à Genthod. Le Canton, respectivement l'Hospice Général, vient de nous communiquer un chiffre de six, mais ceci correspond uniquement aux personnes déjà au bénéfice d'un permis S. Vu l'engorgement des centres d'enregistrement fédéraux, nous avons en parallèle lancé un appel aux habitants de Genthod via les réseaux sociaux pour que ceux qui accueillent des réfugiés se fassent connaître par la Mairie.

Ensuite nous entendons, de concert avec Bellevue, soutenir la réactivation d'une structure associative dédiée à l'accueil des réfugiés, afin que celle-ci puisse être l'interface entre les communes, les familles accueillantes et les réfugiés. Cela permettra aussi de définir au mieux le type de soutien nécessaire (financier, locaux, aide à la recherche de bénévoles, etc.)

Car il faut bien reconnaître que notre propre service social n'est pas suffisamment doté pour pouvoir assurer lui-même ces prestations, qui viendraient s'ajouter à celles – tout aussi avérées et importantes – délivrées au quotidien à nos communiers. Quelques indications pour en attester : notre assistante sociale, avec un poste de travail à mi-temps, traite actuellement activement onze dossiers, dont certains particulièrement prenants et/ou nécessitant un gros travail administratif. Depuis janvier, ces sollicitations sur le compte d'« aide sociale individuelle » effectuées ou prévues totalisent environ un tiers du total budgété pour l'année. Et ceci en sus des demandes de dons qu'elle effectue, lorsque possible, auprès d'autres organismes.

- **Sans-abrisme**

Il n'aura échappé à personne que les conditions météorologiques neigeuses du début avril combinées avec la fin annoncée de longue date au 31 mars de l'accueil par la ville de Genève d'environ 200 sans-abris ont déclenché une polémique entre le Canton et les communes. Votre Exécutif estime que la question du sans-abrisme doit effectivement faire l'objet d'une prise en charge collective par les communes ainsi que la loi le demande, mais également être traitée avec sérieux, durabilité et publiquement de manière décente par les élus. Ce que l'on peut

considérer comme une « prise d'otage » émotionnelle de la situation des sans-abris qui a eu lieu entre le 2 et le 6 avril aboutissant à un financement complémentaire de 6,2 millions par les communes, décidé en urgence à l'issue d'un débat à l'ACG incapable de poser sereinement tous les termes du problème, ne satisfait pas l'Exécutif.

M. BAUMGARTNER

- **Evolution du projet de construction au chemin des Limites**

Au 14, chemin des Limites, la construction arrêtée depuis plusieurs années a fait l'objet d'un courrier de la part de la société représentant le propriétaire. Celle-ci nous informe que le projet de clinique a été abandonné en fin d'année 2021. Depuis, l'architecte a été mandaté pour faire une demande complémentaire afin qu'il soit adapté pour des locaux affectés exclusivement à des activités administratives. Les travaux déjà réalisés pourront s'intégrer à cette évolution. Des contacts avec des sociétés intéressées par la location de m2 dans les futurs bâtiments ont été pris. Le propriétaire espère ainsi pouvoir redémarrer le chantier dans les meilleurs délais.

- **Information sur la situation des cambriolages**

Comme de coutume toutes les quatre ou six semaines, nous recevons la police et la police privée. Elles nous ont indiqué qu'il y a une augmentation des cambriolages sur la rive droite. Elles nous ont aussi dit qu'il fallait tout de suite appeler la police, qui préfère se déplacer « une fois de trop qu'une fois de pas assez ». Des téléphones ont été reçus trois semaines après le passage d'une voiture suspecte, ce qui ne lui permet plus d'intervenir.

4. Présentation des comptes 2021

La Présidente cède la parole à l'administration pour une première lecture des comptes communaux 2021.

M. MASSEREY prend la parole. Il pointe d'emblée vers le rapport d'audit, qui déclare les comptes conformes et dans le respect de la législation en vigueur. Cette présentation des comptes est proposée à partir du bilan. Le bilan liste à l'actif l'ensemble du patrimoine de la Commune avec une distinction entre le patrimoine financier évalué à une valeur économique réaliste et le patrimoine administratif qui n'a qu'une valeur financière théorique vu l'obligation légale d'amortir régulièrement et intégralement presque l'ensemble de ces éléments. Il est un peu technique de présenter les comptes à partir du bilan, mais des éléments familiers soumis au vote ou examinés lors d'une commission se retrouvent rapidement.

Bilan 2021

Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021, le total du bilan augmente de 3,8 millions, principalement grâce au résultat positif de CHF 3'675'653, une augmentation très proche du résultat annuel de l'exercice 2021.

Cette augmentation se répartit sur plusieurs postes.

A l'actif, le patrimoine financier est constitué essentiellement de liquidités, créances, et placements (immeubles locatifs, réserve de terrains, placement financier). En 2021, il a augmenté de CHF 2'527'670 pour atteindre CHF 82'013'962.79

On note par exemple une augmentation conséquente de la trésorerie de 4 millions durant l'année pour atteindre environ 23 millions, répartis dans cinq banques – et auprès d'un compte courant de l'Etat de Genève pour 15 millions (sans seuil déclenchant les intérêts négatifs).

La variation des créances fiscales impacte d'autant les liquidités disponibles, avec ici une baisse de la créance de 2,3 millions pour atteindre environ 5,3 millions (soit un reliquat à encaisser de 7,5 millions moins un ducroire de 30% sur le reliquat). A noter que le mouvement du ducroire sur le reliquat (CHF 999'231) est imputé sur un compte de charge qui n'est pas budgété et donc influence les écarts au budget.

Au niveau des immeubles du patrimoine financier, le bilan est proche des crédits votés pour l'acquisition de quatre maisons au Creux-de-Genthod, avec un total de CHF 1'511'000, et une petite variation de CHF 58'518 due à la répartition des frais de notaire. Pour l'immeuble au 4, route de Malagny (CHF 3'255'000), la variation est plus importante, à CHF 978'536.

Quant au patrimoine administratif, il a augmenté de CHF 1'283'938, avec des dépenses de CHF 3'272'636 (Centre Voirie, Petite-Voie phase III, GICORD, FIDU, étude aménagements extérieurs centre communal, Circulation ligne 52, Gandole-Valavran), des amortissements courants de CHF 1'635'756 et supplémentaires de CHF 352'942, pour atteindre CHF 32'379'463.23. L'autofinancement est de CHF 173%, sans compter le Fonds intercommunal d'assainissement (FIA), qui financera les deux tiers des investissements.

Au passif, les fonds étrangers augmentent de CHF 135'955 (créanciers - transitoires et provisions fiscales) pour atteindre CHF 2'663'223.48. L'augmentation de la fortune (fonds propres) est de 3,6 millions pour atteindre CHF 111'730'203. Cette augmentation correspond au résultat de l'exercice.

Présentation selon MCH2 du compte de résultat à 3 niveaux

M. MASSEREY entreprend de comparer les dépenses et revenus réels 2021 au budget.

Par rapport au budget qui était équilibré, deux rubriques expliquent essentiellement le résultat positif de 3,6 millions : un non-dépensé de CHF 996'985 (31%) au poste 31 Charges de biens et services, et un excédent de revenus de CHF 2'580'684 au poste 40 Revenus fiscaux.

Globalement, les charges réelles sont ainsi inférieures de 10% à celles budgétées, et les revenus réels dépassent de 26% ceux budgétés.

L'écart sur les charges, nature 31, est lié à une forte variation des créances fiscales qui a impliqué une variation de la perte sur débiteurs de CHF 999'000 (actifs négatifs) et les revenus fiscaux des personnes physiques compensent la baisse des revenus des personnes morales.

Eléments complémentaires

Financièrement, les éléments exceptionnels à relever comprennent de grosses corrections des estimations fiscales des années précédentes qui sont plus importantes que les baisses de l'année en cours. Cela est dû à la comptabilisation postnumerando choisie par Genève.

Les actions BCGE détenues au patrimoine financier sont stables, avec une légère augmentation de leur valeur de CHF 159 à CHF 160 par action.

L'impact COVID se révèle peu significatif puisqu'on ne note aucun impact sur les comptes 2021, sous réserve toutefois de l'évolution des estimations fiscales et de corrections fiscales sur la production d'impôts. La situation à Genthod est connue pour être très volatile, les personnes physiques ayant peu de marge de manœuvre en règle générale, et les personnes morales étant peu nombreuses.

Les recettes fiscales 2021 sont de presque 13 millions, soit une augmentation de 3 millions par rapport au budget.

Pour comparaison, durant l'exercice précédent un résultat très proche était accompagné d'une augmentation des liquidités de CHF 337'000.

Suivi budgétaire : très peu de différence à relever. Explications pour les éléments les plus matériels.

L'annexe des états financiers sur le Covid indique que son impact a été quasi nul sur les comptes 2021.

Dépassements à voter lors du bouclage des comptes

Désignation fonction	Budget total	Solde	Dépassements	Commentaires
Services généraux	663 500.00	696 225.93	32 725.93	En lien avec l'entretien des bâtiments administratifs. Deux interventions importantes non prévues. Infiltration dans le CC par les puits de lumière (16'000.-) et réparation des gradins dans la salle de spectacle (22'000.-).
Défense	43 200.00	43 980.15	780.15	Reclassement formation des astreints
Médias	16 000.00	16 157.15	157.15	Contribution Tribune Rives-Lac
Soins ambulatoires	22 000.00	25 074.06	3 074.06	Réparation rail et remorque pour le bateau du Sauvetage
Vieillesse et survivants	62 600.00	63 142.75	542.75	Salaires service social
Chmage	2 000.00	4 000.00	2 000.00	2 annuités imputées en 2021
Circulation routière	483 600.00	532 052.21	48 452.21	Entretien des routes plus important que budgété. Deux interventions réalisées en 2020 facturées en 2021 pour la mise en conformité d'arrêts de bus et de l'éclairage au PPP (30'000.-). Une intervention de réfection d'un drainage route du Saugy (14'000.-)
Circulation routière	258 888.00	259 762.00	874.00	Ajustement amortissement centre de voirie
Transports publics	71 000.00	76 829.00	5 829.00	Augmentation du nombre de subventions d'abonnements TPG
Protection de l'environnement, autres	30 000.00	36 662.87	6 662.87	Fleurissement du cimetière
Impôts	300 000.00	399 891.58	99 891.58	Selon production fiscale supérieure au montant budgété
Administration de la fortune et de la dette	0.00	24 156.80	24 156.80	Remise de loyers en lien avec la crise sanitaire

M. MASSEREY passe en revue les dépassements ci-dessus. Le plus gros écart est un montant de CHF 100'000

lié aux frais de perception qui représentent 3% de la production fiscale de l'exercice. Le total des dépassements à voter est de CHF 225'146.50.

Subventions à des groupements intercommunaux

M. MASSEREY présente les subventions :

- Crèche : Subvention en faveur de Pop e Poppa: CHF 535'576 (2020: CHF 633'989 «Covid»)
- Stade Marc-Burdet : Subvention en faveur du GISMB: CHF 130'250 (2020: CHF 108'250)
- Groupement intercommunal de compostage de la Rive-droite du Lac (GICORD) : contribution de CHF 83'131 (crédit de CHF 83'500 voté en septembre 2020)
- Vigne-Blanche : Subvention en faveur du Groupement intercommunal de la Vigne Blanche : acompte de CHF 99'067 (2020: CHF 104'780)
- ORPC Valavran : Subvention en faveur de l'ORPC: CHF 35'169 (acompte de CHF 40'136) (2020 : CHF 38'965)

Résultat de l'exercice 2021

Le résultat de 2021 est positif à CHF 3'675'653. Les liquidités ont augmenté de CHF 4'089'727. Pour comparaison, en 2020 le résultat était de CHF 2'748'843, les liquidités augmentaient de CHF 337'774. En 2019, le résultat était de CHF 84'839 et les liquidités baissaient de CHF 7'781'947. En 2018, le résultat était de CHF 1'269'973, et les liquidités augmentaient de CHF 5'303'333. A Genthod, les résultats connaissent de fortes variations dans les deux sens.

La Présidente demande s'il y a des questions sur cette première lecture des comptes 2021, ce qui n'est pas le cas. Elle procède alors au vote du renvoi en commission Finance, Administration et Economie Publique de l'examen des comptes.

**le Conseil municipal
DÉCIDE
à la majorité simple
d'accepter**

par 14 oui

sur 15 conseillers municipaux présents à la séance

le renvoi du projet de comptes 2021 en commission Finance, Administration et Economie Publique.

5. Crédit de CHF 185'000.- pour l'acquisition de véhicules au service voirie, parcs et jardins (délibération)

La Présidente invite l'Exécutif à se prononcer.

M. BAUMGARTNER introduit le crédit :

« La proposition de changer trois véhicules du service de voirie, parcs et jardins repose sur les éléments suivants. Le Mercedes date de 2001 et s'il fonctionne encore bien, il sera impératif de le remplacer ces prochaines années. Le VW n'est pas adapté aux besoins du service, notamment son gabarit qui le rend impropre à la circulation sur des chemins étroits, notamment ceux de nos parcs. Enfin, le Kubota est le véhicule le plus utilisé. Très bruyant et polluant, son remplacement est un atout pour la qualité du travail mené par nos collaborateurs. En procédant maintenant au renouvellement, nous permettons à la commune de Genthod d'avoir non seulement trois véhicules beaucoup moins polluants, mais également d'obtenir quelque CHF 37'000.- de reprise sur nos anciens véhicules.

Nous tenons en revanche à nous excuser du fait que le montant présenté en commission était inférieur de CHF 20'000.- à celui que nous vous présentons ce soir. En effet, un malentendu avec le fournisseur nous a fait

penser que le prix qu'il nous communiquait pour le véhicule IVECO était le montant brut sans la reprise alors que c'était le montant net incluant la reprise. »

La Présidente ouvre le débat.

Personne ne souhaitant s'exprimer, la Présidente met aux voix la délibération suivante.

**Crédit de CHF 185'000.- pour l'acquisition de véhicules
au service voirie, parcs et jardins**

Vu la vétusté de plusieurs véhicules du service de voirie, parcs et jardins de la Commune de Genthod et la nécessité de procéder à un remplacement avant une trop grande usure ;

vu l'analyse faite par rapport à l'usage des véhicules actuels, leur taille et leurs inconvénients, notamment sonores ;

vu les offres sollicitées par le service voirie, parcs et jardins pour l'achat de nouveaux véhicules incluant une reprise des véhicules existants ;

vu l'offre faite par le Garage du Rhône en date du 8 juillet 2021 et confirmée le 21 mars 2022 pour l'achat d'un véhicule Addax MT15 N, avec pont basculant, adapté aux petits chemins, peu bruyant et avec alimentation électrique, pour un montant de CHF 52'540.60 net TVA comprise ;

vu l'offre faite par Iveco Suisse SA en date du 31 août 2021 et confirmée le 15 mars 2022, pour l'achat d'un véhicule Iveco 35S18HA8/P diesel pour un montant de CHF 94'500.-, avec reprises du VW à hauteur de CHF 15'000.- et du Mercedes à hauteur de CHF 5'000.- HT, soit CHF 80'236.50 net TVA comprise ;

vu l'offre faite par Tracto Jardin sàrl en date du 15 février 2022 et confirmée le 10 mars 2022, pour l'achat d'un véhicule Polaris Ranger électrique 4x4 modèle 2022, peu bruyant et avec alimentation électrique, pour un montant de CHF 25'702.88, avec une reprise du Kubota à hauteur de CHF 15'025.07 HT, soit CHF 11'500.- net TVA comprise ;

vu le montant total brut d'investissement s'élevant à CHF 181'999.10 ;

vu le préavis positif unanime de la commission Bâtiments et Travaux Publics lors de sa séance du 28 février 2022 ;

vu le rapport de la commission Finance, Administration et Economie Publique lors de sa séance du 1^{er} mars 2022, ainsi que le complément d'information annoncé en séance du 29 mars 2022 ;

conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre e de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;

et sur proposition du Maire ;

**le Conseil municipal
DÉCIDE
à la majorité simple
d'accepter**

par 14 oui

sur 15 conseillers municipaux présents à la séance

1. **D'acquérir de nouveaux véhicules au service voirie, parcs et jardins de Genthod pour un montant brut de CHF 185'000.-, composé comme suit :**

- a. Véhicule Addax MT15 N au prix net de CHF 52'540.60 TVA incluse ;
 - b. Véhicule Iveco 35S18HA8/P au prix net de CHF 80'236.50 TVA incluse, avec reprises du VW à hauteur de CHF 16'155.- et du Mercedes à hauteur de CHF 5'385.- TVA incluse ;
 - c. Véhicule Polaris Ranger au prix net de CHF 11'500.-, avec une reprise du Kubota à hauteur de CHF 16'182.- TVA incluse.
2. D'ouvrir au Maire un crédit de CHF 185'000.- destiné à ces acquisitions.
 3. De comptabiliser cette dépense dans le compte des investissements, puis de la porter à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif.
 4. D'amortir la dépense nette prévue au moyen de 8 annuités sur le compte 61.33 dès la première année d'utilisation des biens estimée à 2022.

M. REINMANN demande s'il y a une structure pour recharger les batteries de ces véhicules électriques. M. BAUMGARTNER répond qu'elle sera installée prochainement. Pour l'heure, les véhicules seront rechargés dans les locaux de la voirie.

6. Crédit d'étude supplémentaire de CHF 111'187.05 pour la construction du centre de voirie sur la parcelle n° 563 sise au chemin des Chênes (délibération)

La Présidente invite l'Exécutif à se prononcer.

M. BAUMGARTNER exprime la position de l'Exécutif :

« Le montant complémentaire que nous vous présentons pour le crédit d'étude du centre de voirie, a été causé par le changement de programmation lorsque la Commune a renoncé à la réalisation d'une caserne de pompiers. L'étude du projet remodelé a coûté quelques CHF 160'000.- alors qu'il ne restait que CHF 51'000.- du crédit initial de CHF 485'000.-. C'est en prenant connaissance de cette différence en 2017 que l'Exécutif aurait dû revenir vers le Conseil municipal pour faire une demande complémentaire. »

La Présidente ouvre le débat.

Personne ne souhaitant s'exprimer, la Présidente met aux voix la délibération suivante.

Crédit d'étude supplémentaire de CHF 111'187.05 pour la construction du centre de voirie sur la parcelle n° 563 sise au chemin des Chênes

Vu le crédit d'étude pour la construction d'un centre de voirie et pompiers de CHF 240'000.- voté le 13 avril 2010 et le crédit d'étude supplémentaire pour la construction d'un centre de voirie et pompiers de CHF 80'000.- voté le 13 octobre 2015, les deux ayant été bouclés au 15 mars 2016 ;

vu le crédit d'étude pour la construction d'un centre de voirie et locaux annexes de CHF 485'000.- voté le 15 mars 2016 ;

vu la demande faite le 15 décembre 2016 aux architectes en charge du projet de le modifier en vue d'un bâtiment unique qui accueillera la voirie ;

vu l'annonce faite en séance du Conseil municipal du 10 avril 2018, lors de laquelle un crédit d'investissement de CHF 4'150'000 a été voté, que les dernières intentions cantonales visent à regrouper les compagnies de pompiers et qu'une caserne n'est plus à l'ordre du jour dans le projet de construction du centre de voirie ;

vu le total des dépenses de CHF 596'187.05 réalisées de 2016 à 2018 de la manière suivante :

- étude du premier projet centre voirie et caserne de pompiers d'avril 2016 à juin 2017 CHF 434'025.15 ;
- étude projet redimensionné fin 2017 à septembre 2018 CHF 162'161.90.

vu le dépassement que cela représente par rapport au crédit de CHF 485'000.- voté le 15 mars 2016, qui résulte des remaniements du type de projet et s'élevant à un total de CHF 111'187.05 ;

vu le rapport de la commission Bâtiments et Travaux Publics du 15 mars 2022 ;

vu le rapport de la commission Finance, Administration et Economie Publique du 29 mars 2022 ;

conformément à l'art. 30, al. 1, let. e de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 ;

et sur proposition du Maire,

**le Conseil municipal
DÉCIDE
à la majorité simple
d'accepter**

par 11 oui et 3 abstentions

sur 15 conseillers municipaux présents à la séance

1. *D'ouvrir un crédit d'étude supplémentaire de CHF 111'187.05 pour couvrir les différents remaniements du projet initial pour la construction du centre de voirie sur la parcelle n° 563 sise au chemin des Chênes.*
2. *D'amortir cette dépense selon les modalités définies pour le crédit d'étude voté le 15 mars 2016.*
7. **Crédit d'engagement supplémentaire de CHF 59'539.80 pour la construction du centre de voirie sur la parcelle n° 563 sise au chemin des Chênes (délibération)**

La Présidente invite l'Exécutif à se prononcer.

M. BAUMGARTNER indique que « le dépassement du crédit de réalisation du centre de voirie est la conséquence d'une évaluation erronée lors de l'établissement du devis général. En effet, les travaux nécessaires à la pose d'une hydrante ont été mal évalués. Les quelque CHF 90'000.- liés à cette opération n'ont malheureusement pas pu être totalement compensés par des économies sur d'autre postes ».

La Présidente ouvre le débat.

Personne ne souhaitant s'exprimer, la Présidente met aux voix la délibération suivante.

Crédit d'engagement supplémentaire de CHF 59'539.80 pour la construction du centre de voirie sur la parcelle n° 563 sise au chemin des Chênes -

Vu le crédit d'étude pour la construction d'un centre de voirie et pompiers de CHF 240'000.- voté le 13 avril 2010 et le crédit budgétaire supplémentaire pour la construction d'un centre de voirie et pompiers de CHF 80'000.- voté le 13 octobre 2015, les deux ayant été bouclés au 15 mars 2016 ;

vu le crédit d'étude pour la construction d'un centre de voirie et locaux annexes de CHF 485'000.- voté le 15 mars 2016 ;

vu la demande faite le 15 décembre 2016 aux architectes en charge du projet de le modifier en vue d'un bâtiment unique qui accueillerait la voirie ;

vu l'annonce faite en séance du Conseil municipal du 10 avril 2018 que les dernières intentions cantonales visent à regrouper les compagnies de pompiers et qu'une caserne n'est plus à l'ordre du jour dans le projet de construction du centre de voirie ;

vu le crédit d'investissement de CHF 4'150'000.- voté dans cette même séance du 10 avril 2018 ;

vu qu'un certain nombre d'économies ont été réalisées entre 2018 et 2019 par rapport au crédit voté sur une vingtaine de postes à hauteur de CHF 52'582.65 ;

vu que les travaux suivants n'étaient pas prévus lors du vote du crédit initial mais qu'ils se sont avérés nécessaires ;

- Fouille d'eau au chemin des Chênes en vue d'installer une hydrante ; Piasio CHF 63'099.60
- Création bome hydrante ; SIG CHF 29'436.65 (CHF 20'409.15 et CHF 9'027.40)
- Aménagement routier au chemin des Chênes ; Buffet Boymond CHF 9'693.-
- Contrat d'assurance chantier ; Helvetia Assurance CHF 4'465.40
- Taxe de raccordement parcelle n° 563 ; Etat de Genève CHF 5'428.10
pour un montant global de CHF 112'122.75 ;

vu la dépense totale des travaux s'élevant à CHF 4'209'539.80 ;

vu le rapport de la commission Bâtiments et Travaux Publics du 15 mars 2022 ;

vu le rapport de la commission Finance, Administration et Economie Publique du 29 mars 2022 ;

conformément à l'art. 30, al. 1, let. e de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 ;

et sur proposition du Maire,

**le Conseil municipal
DÉCIDE
à la majorité simple
d'accepter**

par 10 oui et 4 abstentions

sur 15 conseillers municipaux présents à la séance

1. *D'ouvrir un crédit d'engagement supplémentaire de CHF 59'539.80 pour couvrir les travaux complémentaires effectués pour la construction du centre de voirie sur la parcelle n° 563 sise au chemin des Chênes.*
2. *D'amortir cette dépense selon les modalités définies pour le crédit d'engagement voté le 10 avril 2018.*
8. **Crédit d'investissement supplémentaire de CHF 46'579.50 pour la création de réseaux secondaires d'assainissement sis au chemin des Chênes (délibération)**

La Présidente invite l'Exécutif à se prononcer.

M. BAUMGARTNER introduit le crédit :

« Ce dépassement de crédit est dû aux éléments suivants : lorsqu'un disponible de 63'000.- a été identifié en 2018 à la fin des travaux initialement prévus, l'Exécutif a souhaité l'utiliser pour la réfection de la chaussée au chemin des Chênes entre le chemin de la Fauvette et le centre de voirie. Là, les travaux complémentaires se sont élevés à quelques CHF 111'000.-, dépassant largement le disponible laissé par les travaux initiaux. Cet excédent de dépenses aurait très bien pu faire l'objet d'une communication de la part de l'Exécutif avant la fin 2019. Il est probable que les problèmes rencontrés au sein de l'administration communale à ce moment-là ont contribué à l'oubli d'une telle démarche. »

Personne ne demandant la parole, la Présidente met aux voix la délibération suivante.

Crédit d'investissement supplémentaire de CHF 46'579.50 pour la création de réseaux secondaires d'assainissement sis au chemin des Chênes

Vu le plan financier établi par le Bureau Buffet Boymond le 19 juillet 2018 à hauteur de CHF 491'766.- ;

vu le crédit d'investissement pour la réhabilitation de réseaux secondaires d'assainissement sis au chemin des Chênes de CHF 495'000.- voté par le Conseil municipal le 18 septembre 2018, en coordination avec les travaux nécessaires pour la construction d'un centre de voirie sur la parcelle n° 563 ;

vu le décompte final établi par le Bureau Buffet Boymond le 10 avril 2019 d'un montant de CHF 431'692.50, faisant apparaître un solde disponible d'environ CHF 63'000.- par rapport au crédit voté ;

vu la décision de procéder à un aménagement supplémentaire de la chaussée entre le chemin de la Fauvette et l'accès au centre de voirie, celui-ci s'élevant à CHF 111'806.65 selon le décompte final du Bureau Buffet Boymond le 11 novembre 2019 ;

vu la dépense totale des travaux s'élevant à hauteur de CHF 541'579.50 ;

vu le rapport de la commission Bâtiments et Travaux Publics du 15 mars 2022 ;

vu le rapport de la commission Finance, Administration et Economie Publique du 29 mars 2022 ;

conformément à l'art. 30, al. 1, let. e de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 ;

et sur proposition du Maire,

**le Conseil municipal
DÉCIDE
à la majorité simple
d'accepter**

par 9 oui et 5 abstentions

sur 15 conseillers municipaux présents à la séance

1. *D'ouvrir un crédit d'investissement supplémentaire de CHF 46'579.50 pour couvrir le montant total destiné aux travaux de construction des réseaux secondaires d'assainissement du secteur du chemin des Chênes.*
2. *D'amortir cette dépense selon les modalités définies pour le crédit d'engagement voté le 18 septembre 2018.*

9. Crédit d'étude de CHF 16'000.- pour la création de deux columbariums dans le cimetière communal (délibération)

La Présidente invite l'Exécutif à se prononcer.

M. SCHMULOWITZ indique les éléments suivants :

« Notre cimetière communal dispose de plus de 800 concessions, réparties sur 22 carrés. Trois quartiers des cendres sont dévolus pour recevoir des urnes. Au fur et à mesure des inhumations, le nombre d'emplacements disponibles se réduit cependant, malgré le fait que chaque année certaines familles ne souhaitent pas renouveler leurs concessions. Il est donc temps de prévoir une extension de la disponibilité en élargissant le choix pour nos communiens dans la peine.

En 2015, un ossuaire a été créé sur l'emplacement d'un ancien caveau. Un columbarium ainsi qu'un jardin du souvenir, pour le dépôt anonyme des cendres, ont également été pensés à cette occasion, dans la perspective d'éventuelles sollicitations, sans pour autant aller plus loin dans le projet. Aujourd'hui, il est temps de penser à l'avenir et d'aménager notre cimetière afin de pouvoir répondre aux multiples demandes des habitants de la commune.

Les murs encadrant l'ossuaire se prêtent tout à fait à la réalisation d'une structure permettant d'y intégrer des niches qui recueilleront les cendres des défunts. Afin d'optimiser le nombre de casiers à disposition, l'angle opposé du cimetière est également tout à fait adapté pour recevoir une construction similaire. Il serait alors possible de disposer au total d'environ 60 emplacements.

Pour ce faire, un crédit d'étude est nécessaire dans un premier temps, afin d'analyser le site, la qualité des murs anciens du cimetière et d'imaginer un projet complet. Ce n'est qu'après cette étude que le coût de réalisation pourra être estimé, par le biais d'un appel d'offres.

Nous vous encourageons à voter ce crédit afin de pérenniser les attentes et besoins de nos communiens dans les moments difficiles de séparation que certains seront appelés à traverser. »

Personne ne demandant la parole, la Présidente met aux voix la délibération suivante.

Crédit d'étude de CHF 16'000.- pour la création de deux columbariums dans le cimetière communal

Vu l'existence de trois quartiers des cendres dans le cimetière de la Commune de Genthod sur la parcelle n° 1110 ;

vu la nécessité de procéder à la création de nouveaux emplacements à disposition pour les urnes ;

vu la disposition actuelle du cimetière et les deux angles opposés qui se prêtent à l'ajout de structures destinées à recevoir des urnes contre le mur d'enceinte ;

vu les différents devis reçus après la commission conjointe Environnement et Bâtiments et Travaux Publics ;

vu que l'estimation pour la réalisation de ces travaux ne pourra être calculée que dans un deuxième temps, en fonction notamment du déroulement de l'appel d'offres ainsi que des choix définitifs de matériaux ;

vu le préavis positif unanime de la commission conjointe Environnement et Bâtiments et Travaux Publics du 22 février 2022 ;

vu le rapport de la commission Finance, Administration et Economie Publique du 29 mars 2022 ;

conformément à l'art. 30, al. 1, let. e et m de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 ;

et sur proposition du Maire ;

**le Conseil municipal
DÉCIDE
à la majorité simple
d'accepter**

par 14 oui, soit à l'unanimité

sur 15 conseillers municipaux présents à la séance

1. *De procéder à une étude pour la réalisation de deux columbariums dans le cimetière de Genthod sis sur la parcelle n° 1110.*
 2. *D'ouvrir au Maire un crédit de CHF 16'000.- destiné à cette étude.*
 3. *De comptabiliser cette dépense dans le compte des investissements puis de la porter à l'actif du bilan, dans le patrimoine administratif.*
 4. *En cas de réalisation du projet, ce crédit d'étude sera intégré au crédit principal, qui sera voté ultérieurement, afin d'être amorti conjointement à celui-ci.*
 5. *En cas de non-réalisation du projet, ce crédit d'étude sera amorti au moyen d'une annuité, dès l'année de son abandon.*
 6. *D'autoriser le Maire à prélever ce montant sur un compte de la Commune.*
-
10. **Crédit de réalisation de CHF 420'000.- pour l'implantation de points de récupération supplémentaires ainsi que de caméras de vidéoprotection (délibération)**

La Présidente invite l'Exécutif à intervenir.

M. SCHMULOWITZ indique les éléments suivants :

« Si on devait aujourd'hui résumer la volonté de la Commune en ce qui concerne la gestion des déchets, ce serait en ces termes : 'Envisager des solutions en matière de tri des déchets ; les proposer à la population gentousienne afin de les intégrer dans le processus ; trouver l'équilibre entre récolte des déchets et nuisances, tout en permettant d'aboutir à un recyclage aussi optimal que nécessaire, d'une manière aussi confortable que possible.'

C'est dans cet esprit que la commission de l'Environnement et l'Exécutif ont étudié lors de plusieurs séances, suite à la phase test menée en 2020 avec des containers de surface, au questionnaire transmis aux communiens puis analysé et traduit sous forme de synthèse, les meilleures pistes envisageables pour améliorer le tri tout en augmentant les espaces de récupération sur le territoire communal.

Une solution mixte en matière de levée porte à porte ou à la grue des déchets ménagers a été décidée, afin de répondre aux volontés exprimées par nos habitants. Puis une analyse des besoins par quartier a été menée. Certaines pistes sont d'ailleurs encore en discussion entre notre administration et les usagers concernés, ou en attente de l'avancement d'un projet parallèle en matière de construction ou d'aménagement du territoire.

Les trois projets d'intégration de nouveaux points de récupération qui sont présentés ce soir sont les premiers à représenter l'aboutissement de discussions avec les différents et principaux intervenants, permettant de faire coïncider les nombreux critères nécessaires à la réussite du projet.

Il est important pour nous que Genthod puisse se situer à l'avant-garde dans l'accès au tri et le traitement des déchets, c'est pourquoi nous attendons votre soutien par le vote de cette délibération. »

La Présidente ouvre le débat.

Personne ne demandant la parole, la Présidente met aux voix la délibération suivante.

Crédit de réalisation de CHF 420'000.- pour l'implantation de points de récupération supplémentaires ainsi que de caméras de vidéoprotection

Vu la volonté de la Commune de Genthod de procéder à l'implantation de points de récupération supplémentaires sur le territoire communal ;

vu le choix des emplacements appropriés, suite à la phase test menée en 2020 ainsi qu'à l'analyse sur le questionnaire distribué à la population en lien avec l'utilisation de ces points de récupération :

- *Moissons, sur la parcelle n° 1923 ;*
- *Creux-de-Genthod, sur la parcelle n° 884/1907 ;*
- *Petite-Voie, sur la parcelle n° 1905.*

vu le plan financier du bureau Buffet Boymond SA du 7 janvier 2022 à hauteur de CHF 383'090.- s'agissant de la mise en place du projet, des honoraires d'ingénieurs, des documents d'autorisation, du génie civil, du marquage et de la signalisation routière ainsi que de la plantation de haies faisant partie du projet, majoré d'un montant de CHF 21'540.- relatif à la plus-value du 28 mars 2022 pour l'étanchéité des fosses et l'ajout d'une haie sur le site du Creux-de-Genthod ;

vu les offres de Serbeco SA du 24 novembre 2021 - dont les montants de CHF 57'328.71 et CHF 90'435.69 ont été prévus dans le plan financier ci-dessus - pour la fourniture et l'installation de containers enterrés à disposer sur les différents sites ;

vu l'offre de SB Service SA du 8 mars 2022 d'un montant de CHF 7'525.55 pour la fourniture et la pose de caméras pour assurer la vidéoprotection, ainsi que l'offre de Kreutzer de CHF 500.- pour le raccordement électrique ;

vu les offres sollicitées auprès d'entreprises spécialisées concernant la signalétique du 21.02.2022 à hauteur de CHF 1'604.75 pour Meili et du 15.02.2022 de CHF 4'026.05 pour Signal SA ;

vu le rapport de la commission conjointe Environnement et Bâtiments et Travaux Publics dans sa séance du 22 février 2022 et le préavis de sa séance du 14 mars 2022 ;

vu le rapport de la commission des Finances dans sa séance du 29 mars 2022 ;

conformément aux articles 30, alinéa 1, lettres e et m, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;

et sur proposition du Maire,

**le Conseil municipal
DÉCIDE
à la majorité simple
d'accepter**

par 13 oui et 1 abstention

sur 15 conseillers municipaux présents à la séance

1. *De réaliser les travaux d'implantation de points de récupération supplémentaires sur le territoire communal de Genthod ainsi que de caméras de vidéoprotection sur chaque site et d'ouvrir au Maire un crédit de CHF 420'000.- destiné à ces travaux.*

2. *De comptabiliser cette dépense dans le compte des investissements, puis de la porter à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif.*
3. *D'amortir cette dépense de CHF 420'000.- au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de fonctionnement sous la rubrique n° 73.33 dès 2022.*
4. *D'autoriser le Maire à prélever ce montant sur un compte courant de la Commune.*

[M. MASSEREY quitte la séance à 21h45.]

11. Projet de Résolution pour une modération du trafic de transit sur les routes communales (résolution)

Mme GUINAND introduit le sujet :

« L'Exécutif remercie la commission Aménagement & Mobilité et son Président de s'être saisis de la question. Pour rappel, de mars 2023 à décembre 2023, la route de Lausanne dans le sens Versoix-Bellevue sera fermée à partir du rond-point de la route de Collex. Cette situation implique un dispositif de déviation invitant les usagers de la route de Lausanne soit à passer par les routes des Fayards-Vireloup-Colovrex soit par les routes de Collex-Valavran-Tuilleries-Rommelles. »

Dans cette perspective, les enjeux pour la commune de Genthod sont doubles. Il faut éviter d'une part que le trafic dévié par les Fayards prenne la route de Malagny, et d'autre part s'assurer que le Canton mette en place une gestion enfin efficace et sûre du carrefour Valavran-Collex. La présente résolution permettra de soutenir l'Exécutif et l'administration dans le cadre des discussions à venir pour ces deux problèmes. »

La Présidente invite le groupe résolutionnaire à commenter la résolution.

M. ROSSET, président de la commission Aménagement & Mobilité, explique qu'il s'agit dans cette résolution de s'inspirer d'un objet similaire présenté au conseil municipal de Bellevue afin de renforcer la position des deux communes dans ce dossier, et notamment fournir un appui à l'exécutif dans ses discussions avec l'administration cantonale. Le projet de résolution a déjà circulé au sein des partis, et des modifications ont été demandées, notamment aux points 6 et 7 du « décide ».

M. BUFFLE indique que le groupe PLR soutient la résolution sur le principe. Il est important en effet que la Commune puisse se positionner fermement vis-à-vis du Canton sur une situation qui va générer d'importantes nuisances les prochains mois. En revanche, il semble au groupe que les points 1, 5, 6 de la résolution demandent discussion et donc renvoi en commission. Au point 1, l'installation d'un feu de signalisation au carrefour entre les routes de Valavran et de Collex ne lui apparaît pas nécessaire, le contenu du point 5 est trop général pour apporter une solution ou une vision précise, et le point 6 aborde un sujet qui gagnera à être traité plutôt en commission. M. ROSSET indique que la signalisation des feux proposée est provisoire. L'Office cantonal des transports (OCT) est d'ailleurs plutôt opposé à cette solution. Il lui semble toutefois intéressant de considérer toutes les possibilités, celle-ci incluse, même en configuration de test. La commune de Bellevue est d'ailleurs en faveur des feux, et ce point cherche à aligner les deux positions. Il rappelle à ce sujet que cette résolution est basée sur celle présentée par Bellevue, et que le Canton attend aujourd'hui une réponse des communes. Un report du vote de la résolution retarderait la discussion de l'Exécutif avec le Canton. Il termine par rappeler que cette résolution circule depuis le 8 mars et a déjà été discutée au sein des groupes politiques, que la commission Aménagement & Mobilité est déjà chargée d'un « menu copieux », et qu'il serait donc judicieux de voter cette résolution ce soir.

M. GUEX confirme que la commission Aménagement & Mobilité a un agenda chargé. Comme M. ROSSET, il demande que cette résolution soit traitée et votée ce soir.

M. REINMANN demande si les feux provisoires pourront être retirés assez facilement. M. ROSSET confirme.

M. REALINI ne comprend pas l'urgence d'approuver cette résolution. Il rappelle que les travaux sont prévus dans une année. C'est aussi le rôle des commissions d'examiner ces projets. De son point de vue, certaines parties du « décide » demandent à être reformulées.

M. RIGHETTI rejoint le point de vue du PLR sur les points à discuter, auxquels il ajouterait le point 4, qui prévoit notamment une présence humaine pour réguler le trafic au carrefour route des Fayards/route de Malagny.

M. SANOU agréé ces propos. Pour lui, rien ne sert de se précipiter et risquer de le regretter. Le projet de résolution a circulé en effet, mais n'a pas été discuté en commission. Il est en faveur d'un renvoi en commission pour aborder les tenants et aboutissants de cet objet.

Mme UDRY demande si le but de cette résolution est de former une position commune avec Bellevue au sujet de la gestion de la sécurité. M. ROSSET confirme, ajoutant que le vote de cette résolution fournira un appui à l'Exécutif dans ses négociations avec le Canton, ce dernier étant celui qui décide.

Mme DECOSTERD n'est pas favorable à une intégration d'office de la proposition d'installer des feux, mais reste ouverte à cette solution si la situation l'exige et en l'absence d'alternative.

La Présidente cède la présidence à M. REALINI pour intervenir au sujet de la résolution.

Mme CADEI-MILLOT est d'avis qu'il faut transmettre le plus rapidement possible un message clair au Canton dans ce dossier afin d'anticiper sur des travaux qui interviendront en 2023.

M. REALINI rend la présidence à Mme CADEI-MILLOT.

Mme GUINAND indique que le conseil municipal de Bellevue a déjà voté cette résolution, dans une version légèrement différente. Les deux communes ont auditionné l'OCT. Elle partage l'avis du président de commission sur l'utilité d'un vote dès ce soir. Cette résolution a été déjà évoquée à deux reprises en commission et a déjà circulé au sein des groupes.

M. SCHMULOWITZ partage son avis que « si l'on veut la paix, il faut préparer la guerre ». Il rappelle qu'un report de trafic similaire durant environ trois jours lors de la réfection du bitume sur la route de Lausanne avait déjà causé « une véritable souffrance » de la population gentousienne. On parle ici de travaux d'une durée de neuf mois, il faut donc préparer une « mobilité intelligente » pour parer à l'invasion de Genthod par les voitures.

Mme UDRY constate que le point 1 est celui qui semble poser le plus problème. Elle demande si le retrait de ce point faciliterait le vote de la résolution.

M. REINMANN pense comme M. RIGHETTI que le problème est plutôt le point 4. Pour lui, une interdiction de circuler mise en œuvre sur la route de Malagny par un planton (présence humaine, ndlr), un dispositif dont l'inefficacité est prouvée, est une « vue de l'esprit ». Il y a quelque chose d'inabouti dans cette proposition.

Mme GUINAND pense qu'il est judicieux de « demander le plus pour obtenir le moins ». Au sujet du point 4, elle souligne que l'OCT a clairement indiqué qu'il ne fournirait pas de personnel pour modérer le trafic. En revanche, une demande de ce type pousserait peut-être le Canton à réfléchir davantage à la signalisation nécessaire à cet endroit, en comparaison de celle, inefficace, installée lors des derniers travaux sur la route de Lausanne. Elle redit que cette résolution donne à l'Exécutif des éléments de négociation face au Canton. M. ROSSET rappelle que le point 4 suggère une présence humaine ou « tout autre dispositif adapté » à ce carrefour.

Mme BOUVIER suggère de rappeler l'itinéraire alternatif désiré pour le trafic automobile. Elle comprend la proposition de feu de signalisation au carrefour des routes de Valavran et de Collex comme un levier de dissuasion pour le trafic en provenance de Collex. M. GUEX pointe vers le point trois de la résolution, qui formule l'itinéraire alternatif. S'agissant du carrefour, l'OCT a proposé deux variantes sans feux de signalisation. M. ROSSET trouve intéressant de proposer de toute façon une alternative pour ce carrefour problématique.

M. RIGHETTI demande si les déviations prévues au point 1 cherchent à empêcher physiquement l'accès aux petits chemins ou par simple signalisation, un dispositif qui, encore une fois, a prouvé son inefficacité. La limitation

de la vitesse du trafic à 30 km/h peut aussi être une solution de dissuasion auprès de certains conducteurs. Mme UDRY pense que ce type de solutions doit émaner de la Mairie. Les échanges de ce soir visent à donner les meilleurs outils possibles à l'Exécutif dans sa négociation face au Canton. Mme GUINAND rappelle que la commission Aménagement & Mobilité étudie en ce moment un projet de limitation de vitesse sur un périmètre déterminé au sein de la commune, qui pourrait aboutir avant même la mise en sens unique sur la route de Lausanne. L'Exécutif ne s'engagera pas dans une voie contraire à la décision de la commission.

M. REALINI pense qu'il ne faut pas mélanger les choses. De son point de vue, réduire la vitesse de 40 km/h à 30 km/h ne changera rien. Par ailleurs, il ne s'agit pas de faire un parcours du combattant : on a déjà « sept millions de dos d'âne » à Genthod et en ajouter ne fera que gêner davantage les Gentousiens. Pour lui, les échanges de ce soir « couvrent tout et n'importe quoi ». Si on veut dévier le trafic durant le chantier, il faut poser un panneau « riverains autorisés » légalement approuvé par l'Office fédéral des routes OFROU à l'intersection des routes des Fayards et de Malagny. Une présence humaine ne servira à rien. Il faut toutefois être conscient que ce trafic arrivera au carrefour entre les routes de Collex et de Valavran, et que des feux de signalisation à cet endroit vont générer « un embouteillage complet ». Bellevue, qui est « en fin de boucle », n'a pas la même configuration et les mêmes enjeux que Genthod en rapport à ce chantier. M. REALINI pense que rien ne sert de la copier. Ce n'est pas un argument de dire qu'elle a déjà voté une résolution similaire. Mme GUINAND aimerait souligner que cette résolution n'émane pas de l'Exécutif mais du Conseil municipal, soit de la commission Aménagement & Mobilité, en concertation avec la commission d'aménagement de Bellevue. L'Exécutif la soutient car elle constitue un argument supplémentaire à présenter dans les négociations avec le Canton. Mais l'Exécutif ira négocier une réduction des nuisances, même si cette résolution n'est pas votée. Elle dit être quelque peu lassée que l'on pense que l'Exécutif est derrière cette résolution. Pour M. REALINI peu importe d'où émane cette résolution, et il avoue que le ton de Mme GUINAND ne lui plaît guère.

M. SANOU trouve que compte tenu de tout ce qui a été dit, la sagesse voudrait que l'on discute de ces éléments en commission pour affiner les arguments auprès du Canton.

Mme BOUVIER rappelle que cette résolution a déjà été examinée. Elle estime qu'un renvoi en commission impliquerait que les groupes politiques aient encore affiné leur position et présenteront des solutions alternatives. Il faut se donner les moyens d'avancer, avec pour visée que les Gentousiens soient le moins gênés par le chantier à venir.

M. BUFFLE aimerait rappeler l'objectif de fond de cette résolution, qui est de montrer le soutien du Conseil municipal à son Exécutif dans la définition de mesures à mettre en place pour limiter les nuisances générées par la déviation du trafic en conséquence des travaux sur la route de Lausanne et lui donner des armes pour aller négocier avec le Canton. Aujourd'hui, de son point de vue, elle ne répond pas à cet objectif et va beaucoup trop dans le détail. Elle doit donc être renvoyée en commission.

Sur la forme, M. GUEX aimerait rappeler que le Bureau du Conseil municipal s'est réuni le 30 mars pour préparer la séance de ce soir. Celui-ci a validé l'ordre du jour en ayant connaissance de la résolution. Le texte de la résolution a été transmise à l'ensemble du Conseil municipal le 1^{er} avril, et il était entendu que les groupes travaillent sur cette résolution et soient prêts à la discuter ce soir. Il lui semble dès lors que les éléments soulevés ce soir auraient dû être apportés entre la séance du Bureau et la séance de ce soir, comme l'a fait le GIG. Sachant que M. REALINI est membre du Bureau, il regrette que cela n'ait pas été fait. M. REALINI précise qu'il représente le Bureau, mais pas son parti au Bureau. Ce sont deux choses différentes et non sujettes à discussion. La Présidente estime que cela n'empêche pas de transmettre une information à son parti. M. REALINI confirme qu'elle a été transmise.

La Présidente constate que la difficulté à identifier les mesures adéquates révèle le problème profond de la circulation routière dans la région.

M. ROSSET estime qu'il faut passer un vote sur le renvoi en commission.

M. ROCHAT aimerait avant le vote apporter quelques informations factuelles. Des réunions ont lieu actuellement au sein de l'administration cantonale et avec les communes de Genthod et Bellevue. Les éléments évoqués ce soir y sont âprement discutés. Le but commun est de reporter le trafic de la route de Lausanne sur les axes les plus grands possibles, soit les routes des Fayards et de Collex. Les propositions actuelles du Canton font par

exemple passer le trafic de transit sur la route de Malagny et donc devant l'école aux heures de pointe. Dans ce contexte, il est important que le Conseil municipal apporte un appui à l'Exécutif par voie de résolution, ne serait-ce que pour demander de dévier le trafic de transit le plus en amont possible. Le projet de résolution peut être renvoyé en commission mais M. ROCHAT a l'impression que le contenu ne s'en retrouvera pas modifié significativement. Comme il a été dit, l'agenda de la commission est chargé et cet objet a déjà été examiné deux fois en mars et avril.

Personne d'autre ne demandant la parole, la Présidente met au vote le renvoi de la résolution en commission Aménagement & Mobilité.

**LE CONSEIL MUNICIPAL
DECIDE
DE REFUSER**

par 8 non, 3 oui et 3 abstentions

le renvoi de la résolution en commission Aménagement & Mobilité.

Le renvoi étant refusé, la Présidente ouvre le débat sur la résolution.

M. GUEX demande aux conseillers municipaux qui voulaient renvoyer la résolution en commission quels sont les points « les plus durs ». M. BUFFLE répond que le point 1 est pour lui le point d'achoppement principal. Il devrait être formulé en demandant « que la solution au croisement des routes de Valavran et de Collex soit la meilleure possible pour éviter le trafic de transit dans le village », et ceci sans parler de feux de signalisation mais plutôt de « différents biais ». Le PLR s'inquiète qu'une solution provisoire soit pérennisée. Il trouve que la configuration à venir n'est pas propice pour effectuer un test : on cherche un évitement du trafic dans le village. Ce test aurait pu être effectué il y a plusieurs mois dans une configuration normale et non de travaux et de déviation de trafic. Mme BOUVIER propose de faire un amendement dans ce sens.

M. ROCHAT souligne que ce carrefour n'est pas pratique en l'état, et le sera encore moins avec ce report de trafic. Il ne peut donc être maintenu dans sa configuration actuelle. Mais Genthod est souveraine et peut décider ce soir du contenu de cette résolution.

Mme GUINAND précise que les deux variantes proposées par le Canton n'avantageront pas le trafic en provenance de Genthod en direction de Colovrex.

M. GUEX comprend qu'il y a un double objectif de la sortie de Genthod et de limitation du trafic de transit. Il propose la reformulation suivante du point 1 : « obtenir la meilleure solution pour le carrefour Valavran-Collex afin de limiter le trafic de transit à travers Genthod par tous les moyens possibles, pendant toute la durée des travaux de requalification sur la route de Lausanne, et de faire un bilan à l'issue de cette période transitoire. »

M. GUEX demande si quelqu'un souhaite supprimer le point 5, qui demande de « prendre des mesures d'encouragement pour l'usage des transports publics et de la mobilité douce ». Mme VIZCAINO trouve que ce point est un vœu pieu. M. GUEX rappelle que c'est une résolution, soit une déclaration d'intention du Conseil municipal. Mme BOUVIER estime qu'il faudrait énoncer certaines des mesures. Mme UDRY propose de demander plus de bus, et M. GUEX propose d'évoquer des abonnements offerts aux habitants. M. ROCHAT trouve que la résolution est un moyen d'amener le Canton à réfléchir à des mesures auquel il n'avait pas pensé.

M. BUFFLE serait reconnaissant si au point 6 l'on précisait que la réduction de vitesse sera provisoire, et dans les secteurs habités. M. ROCHAT propose d'ajouter les termes : « durant la phase de travaux et dans les lieux habités ».

M. REALINI trouve que le point 7 est inutile. On sait très bien que durant les travaux on aura une congestion énorme de trafic. M. GUEX explique que la possibilité est ouverte d'adapter les mesures durant ces travaux qui dureront trois ans. Mais pour modifier des mesures, il sera nécessaire de les évaluer au préalable.

Personne d'autre ne souhaitant s'exprimer, la Présidente met aux voix le projet amendé de résolution. [Les

modifications sont soulignées, nldr.]

**Projet de Résolution amendé pour une modération du trafic de transit
sur les routes communales**

Vu la requalification imminente de la route de Lausanne à Genthod-Bellevue et les travaux connexes prévus à Bellevue (extension du parking + bâtiments communaux à Gitana) ;

Vu la mise en service prochaine de la route des Nations au Grand-Saconnex ;

Vu le projet cantonal de modification du carrefour Valavran-Collex à la suite de la modification d'itinéraire de la ligne TPG 52 ;

Vu les mesures déjà prises par la Commune de Bellevue pour apaiser la circulation motorisée et favoriser la mobilité douce, notamment dans le secteur Chênaie-Mojonne qui a été mis en zone 30km/heure, ainsi que celles actuellement à l'étude par la Commune de Genthod ;

Compte tenu de la hiérarchie du réseau routier qui devrait en principe favoriser l'utilisation du réseau primaire pour le trafic de transit en délestant le réseau secondaire ;

Considérant que le trafic pendulaire actuel très intense sur le réseau secondaire communal engendre déjà de nombreuses nuisances (pollution, bruit, etc.) et pose des problèmes de sécurité pour les riverains et les usagers qui se déplacent en modes doux (piétons et cyclistes) ;

Craignant que les travaux à venir sur la route de Lausanne, puis sur celle des Romelles, entraînent pendant plusieurs années de très importants reports de trafic de transit sur les routes communales de Bellevue et Genthod - en particulier sur le chemin des Tuileries, la route de Collex, la route de Valavran et celle de Malagny - qui sont déjà fortement impactées aux heures de pointes et sur lesquelles circulent les bus TPG (lignes 20, 50, et 52) ;

Constatant que, pour le carrefour Valavran-Collex, les essais déjà effectués sont insatisfaisants du point de vue de la sécurité des usagers et que les trois variantes élaborées par le Canton pour réaménager ce carrefour ne permettront pas de limiter le trafic de transit dans ce secteur, voire qu'elles pourraient même l'augmenter ;

Sur proposition de la commission Aménagement et Mobilité, qui a traité de ce sujet dans ses séances des 8 et 29 mars 2022 ;

Par ces motifs,

**le Conseil municipal
DÉCLARE
à la majorité simple
d'accepter**

par 11 oui et 3 abstentions

sur 15 conseillers municipaux présents à la séance

de solliciter le Canton, par l'entremise de l'Exécutif, afin de :

- 1. Obtenir la meilleure solution pour le carrefour Valavran-Collex afin de limiter le trafic de transit à travers Genthod par tous les moyens possibles pendant toute la durée des travaux de requalification sur la route de Lausanne et de faire un bilan à l'issue de cette période transitoire.*
- 2. Limiter la durée de mise en sens unique de la route de Lausanne au strict nécessaire pour réduire au minimum le report de trafic de transit motorisé sur les routes de Collex, de Valavran et de Malagny, ainsi que sur le chemin des Tuileries.*

3. *Prévoir des déviations du trafic de transit motorisé par les routes des Fayards, de Vireloup et de Colovrex (réseau primaire), pendant toute la durée des travaux, dans le but de limiter les impacts sur les réseaux routiers secondaires de Bellevue et de Genthod.*
4. *Interdire le trafic de transit motorisé sur la route de Malagny, moyennant une signalisation appropriée et une présence effective au carrefour route des Fayards/route de Malagny ou tout autre dispositif adapté.*
5. *Prendre des mesures d'encouragement pour l'usage des transports publics et de la mobilité douce.*
6. *Réduire la vitesse, durant la phase des travaux et dans les lieux habités, par tous les moyens adéquats, sur le réseau secondaire communal.*
7. *Mesurer mensuellement les charges de trafic sur les routes communales de réseau de quartier structurant (Valavran, Pralay, Saugy, Malagny) et évaluer les effets des mesures correctives susmentionnées pour les adapter le cas échéant.*

12. Propositions de la Mairie

Discussion et prise de position de principe concernant les effets pour Genthod relatifs à l'éventuel transfert des parcelles du domaine public cantonal de la route de Collex vers le domaine public communal de Bellevue

Mme GUINAND prend la parole.

La question du transfert des parcelles du domaine public cantonal de la route de Collex vers le domaine public communal a fait l'objet d'une première communication de l'Exécutif en décembre 2021, d'une interpellation d'un conseiller municipal à la suite de cette communication et d'un point à l'ordre du jour de la dernière commission des Finances.

La présentation qui vous été transmise expose les différentes variantes et options possibles. A ce sujet, l'Exécutif estime que le maintien de ces parcelles dans le domaine public cantonal serait la solution la plus simple et la plus cohérente. Mais, confrontés aux refus conjugués du Canton et de la commune de Bellevue, nous avons accédé à la demande d'un transfert au domaine public communal. En revanche, compte tenu des projets d'investissement conséquents sur la route de Collex pour la réalisation d'une véloroute, l'Exécutif estime que ce n'est pas aux communes, respectivement à Genthod, d'en assumer la charge. C'est pour cela que nous préconisons, dans le cadre de la variante 2, l'option 2 – à savoir un transfert de 2'209 m² de la commune de Genthod vers Bellevue sans compensation. Du point de vue de l'Exécutif, ces parcelles de la route de Collex ne représentent pas un enjeu territorial mais un surplus de charges financières à venir.

Vous l'aurez compris, pour l'Exécutif, l'intégrité d'un territoire ne s'évalue pas en mesurant des m² mais en préservant ses trésors, paysagers notamment, et en développant harmonieusement ses potentialités.

Le débat est ouvert.

M. GUEX annonce la position du GIG, soit l'option 1, qui est d'accepter le versement des parcelles au domaine public, mais de conserver le territoire gentousien inchangé, tout en demandant à la commune de Bellevue d'en assumer les coûts d'entretien. La motivation est de conserver un levier d'influence sur l'aménagement de la route de Collex. Le GIG souhaite donc renoncer au don de la parcelle à la commune de Bellevue, et donc à l'échange.

M. BUFFLE dit que le PLR soutient sans aucune réserve la proposition de l'Exécutif, qui lui semble la plus raisonnable et la plus simple.

Mme BOUVIER annonce que le VaG soutient aussi complètement l'Exécutif.

M. ROCHAT demande un vote de principe. M. GUEX estime que les positions ont été exprimées clairement, et rappelle que seule la délibération fera foi. M. ROCHAT préférerait éviter de travailler à l'élaboration d'une délibération sans connaître formellement la position majoritaire du Conseil municipal. M. GUEX résume

rapidement les positions qui sont clairement en faveur du don de la parcelle. La Présidente trouve que cela semble être clair en effet. [On entend des réactions d'approbation parmi les conseillers municipaux.] M. ROCHAT rappelle l'option 2 retenue par l'Exécutif, qui est que le Canton transfère à la commune de Bellevue les deux parcelles gentousiennes en question, amputant le territoire communal de 2'200 m2 en faveur de Bellevue.

M. SCHMULOWITZ comprend la réaction ancrée « dans l'émotion et le romantisme » sur la perte de « 2'000 m2 de macadam ». Il trouve que cela n'est pas si grave. M. GUEX rappelle que, plus que du romantisme, et bien sûr quelques économies en frais d'entretien, c'est aussi perdre tout droit au chapitre sur les futurs aménagements de la route de Collex. Mme GUINAND rappelle que cet axe appartient au domaine cantonal, et que la commune de Bellevue ne peut pas y faire ce qu'elle veut.

M. REINMANN juge que la commune de Bellevue est aussi sage que celle de Genthod, et n'aménagera pas cette route.

Personne d'autre ne demande la parole, et la Présidente demande qui est en faveur de l'option 2 proposée par l'Exécutif.

**LE CONSEIL MUNICIPAL
DECIDE
D'ACCEPTER**

par 8 oui, 3 non et 3 abstentions

l'option 2 proposée par l'Exécutif, consistant à accepter que le Canton transfère à la commune de Bellevue les deux parcelles gentousiennes de 2'200 m2.

13. Propositions individuelles et questions

Décision de l'ACG pour soutenir les sans-abris

En marge de la décision de l'ACG concernant les sans-abris, M. RIGHETTI aimerait connaître la position de l'Association des communes genevoises (ACG) et du Canton sur ce sujet, au regard du transfert de charges en cours. Mme GUINAND indique que le temps manque pour résumer les débats en cours. Elle demande de retenir que Genthod n'est pas opposée à financer sa part. Pour le reste, la loi fixe clairement que les communes sont responsables de la partie sociale et le Canton, de la partie santé. La première chose est de s'assurer que le Canton prend bien en charge sa part. Une autre chose à considérer est la manière dont les charges sont réparties entre la ville de Genève et les autres communes genevoises. Le problème ici est plutôt la décision très rapide prise sur un montant très conséquent correspondant à un quart du budget du Fonds intercommunal (FI) et qui le quel est ainsi mis en difficulté dans ses engagements. Mme GUINAND précise que le FI n'a pas été consulté. M. SCHMULOWITZ ajoute que l'ACG autant que le Canton peuvent se trouver à prendre des décisions conservatrices. Il ajoute que le débat a bien eu lieu au sein de l'ACG, qui représente tous les exécutifs du canton.

Parc Lullin

M. RIGHETTI demande si l'Exécutif pouvait solliciter des experts sur les chiens pour porter un regard sur le comportement de ces animaux dans le parc. Il suggère notamment de prévoir une ou deux journées de prévention à l'attention des maîtres de chiens. Ce serait l'occasion d'avoir un regard extérieur intéressant sur cet espace. M. SCHMULOWITZ répond que la Commune va entamer des discussions avec le Canton au sujet des comportements canins, qui sont aujourd'hui inacceptables dans ce parc, et sur leur bonne éducation. Aujourd'hui trop de propriétaires de chiens ne maîtrisent pas leur animal. Mme UDRY pense que les spécialistes de ces questions sont en effet les représentants des professions liées à cette espèce. M. SCHMULOWITZ répond que des spécialistes seront désignés par le Canton. Mme UDRY recommande à la Commune de consulter les listes existantes et de chercher l'expertise elle-même. M. SCHMULOWITZ rappelle que c'est le Canton qui est responsable de ce parc, et qui doit assurer une surveillance effective de ses usagers. M. RIGHETTI serait plutôt intéressé par un regard extérieur et expert sur les comportements observables au sein du parc aujourd'hui. Cela permettrait à la Commune d'être plus pertinente dans son rapport au Canton, mais aussi d'entreprendre des actions visibles en lien avec le parc. M. SCHMULOWITZ ne voit pas de disparités entre les positions du Canton

et de la Commune. L'objectif commun est de trouver une solution qui satisfasse tous les usagers, chiens compris. M. REINMANN ne voit pas l'utilité de cette démarche auprès d'un spécialiste, puisqu'elle n'aboutira qu'à un constat que l'on a déjà fait, et qui est que la moitié des détenteurs de chiens ne les maîtrisent pas. M. RIGHETTI n'en est pas sûr, n'étant pas spécialiste. Il trouverait intéressant de disposer d'un regard d'expert, non pour stigmatiser une population particulière, mais pour permettre une action cohérente en lien à cet espace important à Genthod.

Ecopoint de la Pralay

M. GUEx demande pourquoi les nouveaux containers de cet écopoint ne sont pas à la même hauteur que les autres. M. SCHMULOWITZ se réjouit de répondre à cette question passionnante. M. ROCHAT répond que la nouvelle facture des containers induit en effet un dépassement qui crée un risque de trébuchement. Cela n'a pas été anticipé en effet. M. SCHMULOWITZ signale que les containers ont été adaptés pour minimiser le bruit des ouvertures et de la chute des déchets.

Arrêts de bus au chemin des Chênes

M. REALINI a constaté que l'arrêt de bus sur la voie montante est beaucoup plus grand que celui du côté opposé de la route, et a induit la suppression de plusieurs places visiteurs du seul parking à disposition des habitants du chemin de la Fauvettes. M. ROCHAT explique que le quai descendant a joui d'une forte dérogation pour éviter l'abattage d'arbres.

Restaurant Le Lacustre

M. GRANGER constate que la question du Lacustre a été évoquée durant les plénières des 12 octobre, 16 novembre et 16 décembre. Aucune information n'a été transmise depuis, alors qu'un conseil a été nommé entretemps. M. BAUMGARTNER répond qu'un délai supplémentaire au 31 mars a été accordé au propriétaire, qui a présenté un acheteur potentiel à un prix de 2,5 millions au lieu des 3,5 millions demandés. M^e Bellanger, conseil de la Commune, prépare une réponse au propriétaire. La Commune doit décider si elle souhaite acheter le Lacustre seule, ou si elle préfère être accompagnée. M. SCHMULOWITZ précise que cette offre au demeurant correcte, n'est plus d'actualité suite à une méprise de l'acheteur potentiel sur la durée du droit de superficie, qu'il croyait de 99 ans au lieu des 23 ans restant du droit actuel (fin en 2045). Il a retiré momentanément son offre en espérant que la Commune crée un nouveau droit, l'actuel ne pouvant être prolongé au-delà de 2045. L'Exécutif attend la réponse de son conseil M^e Bellanger. Toute décision de l'Exécutif sera soumise aux commissions et au Conseil municipal. M. BUFFLE fait remarquer qu'une position de principe de la Commune n'a jamais été clairement formulée. Il souhaiterait que la commission Finances & Administration publique se saisisse de ce dossier et définisse une position communale avec des intentions. M. SCHMULOWITZ rappelle que quelle que soit la situation, ou l'offre reçue, le Conseil municipal sera consulté. Mme GUINAND précise que la démarche juridique liée à la clause du retour de propriété à la Commune en cas de violation du droit de superficie par le bénéficiaire reste en cours. La pression sur le superficiaire actuel reste donc entière. Mme UDRY demande si des discussions ont eu lieu entre la Commune et le groupe hôtelier intéressé. Mme GUINAND répond que les discussions ne se font qu'entre parties prenantes.

14. Divers

Alternatives à la fermeture de l'ESREC des Chânets

Mme VIZCAINO remercie l'Exécutif pour avoir proposé rapidement des alternatives pour les déchets de jardin après l'annonce de la fermeture de l'espace de récupération des Chânets.

Concept de stationnement

M. ROSSET dit sa surprise à la réception du tous-ménages produit par le PLR sur ce concept. En tant que président de la commission Aménagement & Mobilité, il rappelle que ce concept a été dûment présenté et même voté en septembre par la commission. Il lui semble que l'espace de discussion au sein de la commission est suffisant. De son point de vue, les observations sur le flyer peuvent être discutées au sein de cette commission sans recourir à ce type de démarche. Il lui semble également que la remarque sur le flyer indiquant que le concept

de stationnement a été défini « au détriment des intérêts de la population » n'est pas opportune. Ce concept est évolutif et pourra tenir compte des diverses remarques éventuelles. Certaines problématiques évoquées sur le flyer sont déjà prises en compte dans le concept. A l'extrême, la commission Aménagement & Mobilité ou le Conseil municipal restent libres d'enterrer la politique de stationnement, qui pourrait favorablement être intégré au Plan directeur communal. Une séance de commission importante aura lieu le 3 mai sur cette question, et les représentants du PLR pourront très bien y formuler leurs demandes, remarques et critiques.

Places deux-roues

M. REINMANN remercie l'Exécutif pour l'aménagement des places deux-roues devant le club de tennis. M. SCHMULOWITZ apprécie ces remerciements « pour cette réalisation très, très importante ». [Rires.] Il se met à la place d'un cycliste ou d'un motard, et le plaisir certain éprouvé à prendre une place et retrouver son véhicule à la fin de son match, sans amende.

Commission consultative pour l'accompagnement de l'évolution de la plateforme aéroportuaire de l'aéroport

M. ROSSET informe que la nouvelle loi sur l'aéroport sera promulguée le 1^{er} juillet 2022. La Commune peut choisir de participer à la Commission consultative pour l'accompagnement de l'évolution de la plateforme aéroportuaire de l'aéroport, comme Versoix, Bellevue, Meyrin, Vernier et Avully, mais peut aussi intervenir au sein de l'ACG. Une participation des deux côtés de la piste serait bienvenue de son point de vue. Par ailleurs, une participation au Conseil d'administration, l'instance de décision de l'Aéroport international de Genève (AIG), aux côtés de Meyrin et Le Grand-Saconnex, serait bienvenue car la possibilité existe pour une représentation de deux communes supplémentaires. M. SCHMULOWITZ juge que ce serait idéal en effet.

15. Huis clos (naturalisations)

L'ordre du jour est épuisé, et le huis clos est déclaré.

SÉANCE LEVÉE À 23H20.

Le Secrétaire du Bureau
Bastien GUÉX

La Secrétaire
Ariane HENTSCH CISNEROS

La Présidente
Geneviève CADEI-MILLOT